

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michel Pelletier, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de L'Islet pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature



Date 11 novembre 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité de L'Islet,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Municipalité de L'Islet (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La municipalité a comptabilisé un passif au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à l'état de la situation financière aux 31 décembre 2024 et 2023. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés en ce qui concerne le montant comptabilisé et les informations fournies sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations aux 31 décembre 2024 et 2023, au déficit accumulé aux 1er janvier 2024 et 2023 et aux 31 décembre 2024 et 2023 ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ou à d'autres postes des états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023, en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

1 CPA auditrice, permis de comptabilité publique A128114

La Pocatière, le 24 septembre 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations	
		2024	2023
Revenus			
Taxes	1	6 824 521	5 996 675
Compensations tenant lieu de taxes	2	253 295	228 778
Quotes-parts	3		
Transferts	4	1 817 330	1 711 646
Services rendus	5	991 780	871 883
Imposition de droits	6	166 053	151 292
Amendes et pénalités	7	7 306	5 694
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	76 525	67 841
Autres revenus	10	216 503	88 945
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	10 353 313	9 122 754
Charges			
Administration générale	14	1 149 827	1 143 437
Sécurité publique	15	728 458	691 454
Transport	16	1 727 881	1 659 270
Hygiène du milieu	17	3 044 465	3 029 144
Santé et bien-être	18	80 675	57 248
Aménagement, urbanisme et développement	19	625 412	412 589
Loisirs et culture	20	1 635 415	1 469 163
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	547 285	376 319
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	9 539 418	8 838 624
Excédent (déficit) lié aux activités	25	813 895	284 130
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	25 352 034	25 067 904
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		
Solde redressé	28	25 352 034	25 067 904
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	26 165 929	25 352 034

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 710 115	312 820
Débiteurs (note 5)	2	5 790 825	6 010 500
Prêts (note 6)	3	390 914	437 524
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	7 891 854	6 760 844
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	2 608 306	2 458 008
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 895 914	1 058 255
Revenus reportés (note 11)	12	383 788	280 138
Dette à long terme (note 12)	13	12 193 388	11 169 317
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	270 655	281 527
	16	17 352 051	15 247 245
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(9 460 197)	(8 486 401)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	34 598 183	32 815 020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	844 405	853 528
Stocks de fournitures	20	114 949	102 580
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	68 589	67 307
	23	35 626 126	33 838 435
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	26 165 929	25 352 034
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	26 165 929	25 352 034
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	26 165 929	25 352 034

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations	
		2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	813 895	284 130
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	3 423 468)	3 452 938)
Produit de cession	3	12 000	18 698
Amortissement	4	1 639 859	1 534 276
(Gain) perte sur cession	5	(11 554)	(2 996)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(1 783 163)	(1 902 960)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	9 123	(74 459)
Variation des stocks de fournitures	10	(12 369)	8 545
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(1 282)	(9 805)
	13	(4 528)	(75 719)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(973 796)	(1 694 549)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(8 486 401)	(6 791 852)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(8 486 401)	(6 791 852)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(9 460 197)	(8 486 401)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	813 895	284 130
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 639 859	1 534 276
Autres			
▪ Gain sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	(11 554)	(2 996)
	4	2 442 200	1 815 410
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	219 675	(634 279)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	148 073	266 416
Revenus reportés	8	103 650	65 288
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	9 123	(74 459)
Stocks de fournitures	11	(12 369)	8 545
Autres actifs non financiers	12	(1 282)	(9 805)
	13	2 909 070	1 437 116
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	2 744 754) (	4 467 740)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	12 000	18 698
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(2 732 754)	(4 449 042)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	49 382) (	)
Remboursement ou cession	20	95 992	62 101
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	(
Cession	22		
	23	46 610	62 101
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	2 237 600	3 629 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	1 169 787) (	733 853)
Variation nette des emprunts temporaires	26	150 298	(710 675)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(43 742)	(27 751)
Autres			
▪ Encaissement subvention	28.1		97 396
	29	1 174 369	2 254 117
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 397 295	(695 708)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	312 820	1 008 528
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	312 820	1 008 528
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 710 115	312 820

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec et résulte de la fusion de Ville de L'Islet, de la municipalité de L'Islet-sur-Mer et de la Paroisse de Saint-Eugène au 1er janvier 2000.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Anse-à-Gilles, 32,79 % (32,79 % en 2023)

Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de L'Islet-Montmagny, 11,24 % (11,24 % en 2023)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Prêts

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations - Site d'enfouissement

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la municipalité comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures (a)	10 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	7 à 20 ans

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans la catégorie des infrastructures sont amortis sur une période de 12 ans.

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations :
 - Amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'OMHS.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la municipalité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 710 115	312 820
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 710 115	312 820
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 710 115	312 820
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 603 853	312 820
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux fonds réservés pour le fonds de roulement, aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés et aux excédents de fonctionnement affectés.

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	172 556	199 381
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 137 973	3 586 544
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	702 677	1 881 038
Organismes municipaux	13	247 604	82 692
Autres			
▪ Droits de mutation et autres	14.1	427 910	197 697
▪ Intérêts à recevoir	14.2	102 105	63 148
	15	5 790 825	6 010 500
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 161 992	2 090 108
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 161 992	2 090 108
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	113 968	89 708
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 634 989	903 170
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 692 609	1 711 810
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	568 608	643 955
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	241 767	327 609
	27	4 137 973	3 586 544

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,47 % à 4,1 % (1,47 % à 3,97 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2043.

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises non rattachés à une dette encaissables sur plusieurs exercices totalisent 2 051 205 \$, portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 4,48 % (1,67 % à 4,48 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en 2042 .

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ PRÊTS INSTALLATIONS SEPTIQUES	30.1	390 914	437 524
	31	390 914	437 524
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

Les prêts liés aux installations septiques portent intérêt à des taux moyens variant entre 1,75 % et 2,65 % et viennent à échéance jusqu'en 2026.

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,5 % (5,95 %; 7,70 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 1 847 700 \$ portant intérêt à 5,70 % (7,45 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement.

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 761 884 \$ portant intérêt à 5,80 % (7,55 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement.

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 1 136 600 \$ portant intérêt à 5,70 % (7,65 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement.

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 336 600 \$ portant intérêt à 5,70 % et renouvelable annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	506 841	418 700
Salaires et avantages sociaux	44	306 938	260 151
Dépôts et retenues de garantie	45		
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Gouvernement du Canada	47.1	830	5 062
▪ Gouvernement du Québec	47.2	2 420	10 355
▪ Autres et organismes	47.3	52 498	54 310
▪ Intérêts courus sur la dette	47.4	118 753	80 757
▪ Dû immos et retenues	47.5	907 634	228 920
	48	1 895 914	1 058 255

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Autres transferts reportés	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	306 211	234 534
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus reportés	62.1	77 577	45 604
	63	383 788	280 138

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,05	4,90	2025	2029	64	12 307 858	11 233 240
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		6 805
					70	12 307 858	11 240 045
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(114 470)	(70 728)
					72	12 193 388	11 169 317

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		3 061 878			3 061 878
2026	74		1 401 075			1 401 075
2027	75		872 905			872 905
2028	76		3 128 000			3 128 000
2029	77		3 844 000			3 844 000
2030 et plus	78					
	79		12 307 858			12 307 858
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		12 307 858			12 307 858

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	53 931	36 793
Régimes de retraite des élus municipaux	89	1 491	1 520
	90	55 422	38 313

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	270 655	281 527
Autres			
▪	93.1		
	94	270 655	281 527
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	281 527	
Passifs engagés	96		236 235
Passifs réglés	97	(22 555)	(21 813)
Charge de désactualisation ¹	98	11 683	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		67 105
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	270 655	281 527

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la municipalité concernent principalement les activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

Principales hypothèses utilisées

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4,15 %
Période d'actualisation	12 ans
Taux d'inflation	3,40 %
Durée de vie restante estimative de l'exploitation	0 an
Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture	12 ans

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement totalisent 66 517 \$ (66 517 \$ au 31 décembre 2023). La portion attribuable à la municipalité est de 21 811 \$ (21 811 \$ au 31 décembre 2023)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	24 843 612	1 231 232		26 074 844
Eaux usées	102	12 234 159	1 182 875		13 417 034
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	11 514 028			11 514 028
Autres					
▪ Autres	104.1	3 634 362	10 622		3 644 984
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	3 578 810	40 487		3 619 297
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	2 241 274	83 782	299 935	2 025 121
Ameublement et équipement de bureau	109	781 793	39 046		820 839
Machinerie, outillage et équipement divers	110	2 301 440	129 350	6 155	2 424 635
Terrains	111	232 840			232 840
Autres	112				
	113	61 362 318	2 717 394	306 090	63 773 622
Immobilisations en cours	114	1 530 866	706 074		2 236 940
	115	62 893 184	3 423 468	306 090	66 010 562
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	10 944 758	610 042		11 554 800
Eaux usées	117	4 721 714	270 032		4 991 746
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	7 302 233	267 365		7 569 598
Autres					
▪ Autres	119.1	1 996 180	109 710		2 105 890
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 666 458	84 365		1 750 823
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 355 840	131 973	299 935	1 187 878
Ameublement et équipement de bureau	124	668 148	35 641		703 789
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 422 833	130 731	5 709	1 547 855
Autres	126				
	127	30 078 164	1 639 859	305 644	31 412 379
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	32 815 020			34 598 183
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	30 451	30 451
Immeubles industriels municipaux	133	501 730	618 696
Autres	134	312 224	204 381
	135	844 405	853 528
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	844 405	853 528

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	68 589	67 307
Autres			
▪	144.1		
	145	68 589	67 307

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, par résolutions, au versement de diverses aides financières à des organismes jusqu'en 2025. Le paiement minimum exigible en vertu de ces aides s'élèvent à 38 340 \$ en 2025.

La municipalité s'est engagée, en vertu de contrats de déneigement échéant en 2027, à verser une somme totale de 101 635 \$. Le paiement minimum exigible s'élève à 37 000 \$ en 2025, 38 568 \$ en 2026 et 26 067 \$ en 2027.

La municipalité s'est engagée, en vertu de contrats pour la collecte des matières recyclables et résiduelles, à verser une somme totale de 469 620 \$. Le paiement minimum exigible s'élève à 93 924 \$ de 2025 à 2029.

La municipalité s'est engagée, en vertu d'une résolution pour la tonte de pelouse des terrains municipaux, à verser une somme totale de 54 390 \$. Le paiement minimum exigible s'élève à 18 130 \$ de 2025 à 2027.

La municipalité s'est engagée, en vertu d'une résolution de participer au plan de promotion touristique, à verser une somme de 17 847 \$ en 2025.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de L'Islet-Montmagny s'est engagée, en vertu d'un contrat de gestion du centre de transfert, à verser des montants totalisant 1 308 303\$ de 2025 à 2032. La quote-part revenant à la municipalité s'élève à 146 949 \$. La quote-part revenant à la municipalité des paiements minimums exigibles s'élève à 48 983 \$ de 2025 à 2027.

Office régional d'habitation de L'Islet

L'Office régional d'habitation de L'Islet, la municipalité et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de L'Islet. Au 31 décembre 2024, il n'y a aucune dette à long terme dans la Municipalité régionale de comté de L'Islet.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec les données budgétaires consolidées, puisque des entités incluses dans le périmètre comptable de la municipalité n'ont pas préparé ou adopté de budget pour l'exercice.

Une comparaison avec le budget non consolidé préparé par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité est principalement attribuable aux débiteurs et aux prêts, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

Les actifs financiers en souffrance totalisent 636 200 \$ (357 277 \$ au 31 décembre 2023), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 113 968 \$ (89 708 \$ au 31 décembre 2023).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	1 777 161	0	0	0
Emprunts temporaires	2 608 306	0	0	0
Dettes à long terme	3 412 729	2 955 228	7 442 667	0
Total	7 798 196	2 955 228	7 442 667	0

26. Flux de trésorerie

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 407 008 \$ (273 616 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 37 567 \$ (54 872 \$ en 2023).

27. Événement postérieur à la date du bilan

Subséquent à la fin de l'exercice, la municipalité a procédé à l'acquisition d'immobilisations corporelles pour un montant total approximatif de 1 395 000 \$. Ces investissements seront financés en partie par une dette à long terme, par l'utilisation du fonds de roulement, par les surplus affectés et par les activités de fonctionnement.

La municipalité a également contracté des emprunts d'un montant total de 2 596 800 \$. Ces emprunts sont composés d'un refinancement de 1 740 000 \$ et de nouveaux emprunts de 856 800 \$. Ces emprunts porteront intérêt à des taux variant de 3,55 % à 3,92 % et viennent à échéance en 2030.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

28. Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 350 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds de roulement doivent être effectués sur une période maximum de cinq ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

29. Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Un changement dans les principales hypothèses utilisées pourrait avoir une incidence importante sur la détermination des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	5 996 675	6 514 598	6 824 521		6 824 521
Compensations tenant lieu de taxes	2	228 778	263 265	253 295		253 295
Quotes-parts	3					156 338
Transferts	4	754 136	789 060	976 136		976 136
Services rendus	5	826 598	751 067	936 660		991 780
Imposition de droits	6	151 292	140 500	166 053		166 053
Amendes et pénalités	7	5 694	4 000	7 306		7 306
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	63 824	37 100	73 644		2 881
Autres revenus	10	88 945	92 500	206 542		206 542
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	8 115 942	8 592 090	9 444 157		214 339
						9 502 158
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	957 510	211 500	841 194		841 194
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		50 000	9 961		9 961
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	957 510	261 500	851 155		851 155
	22	9 073 452	8 853 590	10 295 312		214 339
						10 353 313
Charges						
Administration générale	23	1 078 381	1 041 265	1 087 317	19 916	42 594
Sécurité publique	24	652 541	667 680	682 928	45 530	
Transport	25	1 304 094	1 406 463	1 354 350	373 250	281
Hygiène du milieu	26	2 059 438	2 029 844	2 098 869	953 855	148 079
Santé et bien-être	27	54 031	60 381	77 361	3 314	
Aménagement, urbanisme et développement	28	391 264	436 582	604 117	21 295	
Loisirs et culture	29	1 299 742	1 347 195	1 419 085	216 330	
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	375 638	519 949	534 916		12 369
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 527 830	1 414 385	1 633 490	(1 633 490)	
	34	8 742 959	8 923 744	9 492 433		203 323
						9 539 418
Excédent (déficit) lié aux activités	35	330 493	(70 154)	802 879		11 016
						813 895

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	330 493	(70 154)	802 879	11 016	813 895
Moins : revenus d'investissement	2 (	957 510) (	261 500) (	851 155) (	) (	851 155)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(627 017)	(331 654)	(48 276)	11 016	(37 260)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 527 830	1 414 385	1 633 490	6 369	1 639 859
Produit de cession	5	18 698		12 000		12 000
(Gain) perte sur cession	6	(2 996)		(11 554)		(11 554)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 543 532	1 414 385	1 633 936	6 369	1 640 305
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9	6 995		132 212		132 212
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	6 995		132 212		132 212
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	62 101		95 992		95 992
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	62 101		95 992		95 992
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	(200)		25 640		25 640
Remboursement de la dette à long terme	17 (	629 472) (	794 343) (	1 017 889) (	7 182) (	1 025 071)
	18	(629 672)	(794 343)	(992 249)	(7 182)	(999 431)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	298 078) (	261 758) (	194 752) (	) (	194 752)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	75 631		22 332		22 332
Excédent de fonctionnement affecté	21	82 900	(29 280)	71 830	17 172	89 002
Réserves financières et fonds réservés	22	27 840	2 650	256 661		256 661
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(21 923)	(9 328)	(31 251)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(111 707)	(288 388)	134 148	7 844	141 992
	26	871 249	331 654	1 004 039	7 031	1 011 070
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	244 232		955 763	18 047	973 810

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	957 510	851 155		851 155
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	7 944)(	7 636)(	)(	7 636)
Sécurité publique	3 (	83 252)(	291 423)(	)(	291 423)
Transport	4 (	89 879)(	110 520)(	)(	110 520)
Hygiène du milieu	5 (	2 774 214)(	2 906 722)(	)(	2 906 722)
Santé et bien-être	6 (	7 223)(	12 448)(	)(	12 448)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	43 400)(	37 165)(	)(	37 165)
Loisirs et culture	8 (	444 643)(	57 554)(	)(	57 554)
Réseau d'électricité	9 (				
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (				
	11 (	3 450 555)(	3 423 468)(	)(	3 423 468)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	81 454)(	123 088)(	)(	123 088)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (		49 382)(	)(	49 382)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	2 466 538	1 995 360		1 995 360
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	298 078	194 752		194 752
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	142 122	39 760		39 760
Excédent de fonctionnement affecté	17	368 615	245 076		245 076
Réserves financières et fonds réservés	18		54 995		54 995
	19	808 815	534 583		534 583
	20	(256 656)	(1 065 995)		(1 065 995)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	700 854	(214 840)		(214 840)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	Administration municipale	Administration municipale	2024 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	214 196		1 603 853	106 262	1 710 115
Débiteurs (note 5)	2	5 990 609		5 770 451	26 769	5 790 825
Prêts (note 6)	3	437 524		390 914		390 914
Placements de portefeuille (note 7)	4					
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6					
Autres actifs financiers (note 8)	7					
	8	6 642 329		7 765 218	133 031	7 891 854
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 9)	10	2 458 008		2 608 306		2 608 306
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 047 954		1 877 538	24 771	1 895 914
Revenus reportés (note 11)	12	280 138		383 788		383 788
Dette à long terme (note 12)	13	11 139 377		12 170 630	22 758	12 193 388
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14					
Autres passifs (note 14)	15				270 655	270 655
	16	14 925 477		17 040 262	318 184	17 352 051
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(8 283 148)		(9 275 044)	(185 153)	(9 460 197)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 15)	18	32 735 711		34 525 243	72 940	34 598 183
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	853 528		844 405		844 405
Stocks de fournitures	20	99 790		112 902	2 047	114 949
Actifs incorporels achetés (note 17)	21					
Autres actifs non financiers (note 18)	22	67 087		68 342	247	68 589
	23	33 756 116		35 550 892	75 234	35 626 126
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	687 121		1 358 156	65 201	1 423 357
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 442 236		1 341 315	6 924	1 348 239
Réserves financières et fonds réservés	26	668 989		363 984		363 984
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	25 640) (		29 357) (	232 226) (	261 583)
Financement des investissements en cours	28	(2 206 504)		(2 421 345)		(2 421 345)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	24 906 766		25 663 095	50 182	25 713 277
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30					
	31	25 472 968		26 275 848	(109 919)	26 165 929
Obligations contractuelles (note 19)						
Droits contractuels (note 20)						
Passifs éventuels (note 21)						
Actifs éventuels (note 22)						

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	2 409 052	2 464 928	2 516 546	2 340 598
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	509 640	424 992	434 488	404 000
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	2 125 668	2 269 306	2 279 279	2 106 541
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	378 847	355 217	355 903	251 240
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	77 418	77 418	77 418	35 823
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	63 684	102 281	113 964	89 256
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	481 015	482 302	439 462	384 641
Transferts	15				
Autres	16				112 762
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	1 464 035	1 682 499	1 682 499	1 577 504
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	1 414 385	1 633 490	1 639 859	1 536 259
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				
	22	8 923 744	9 492 433	9 539 418	8 838 624

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 423 357	741 200
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 348 239	1 459 408
Réserves financières et fonds réservés	3	363 984	668 989
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	261 583)(	267 194)
Financement des investissements en cours	5	(2 421 345)	(2 206 504)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	25 713 277	24 956 135
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	26 165 929	25 352 034

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	1 358 156	687 121
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	65 201	54 079
	11	1 423 357	741 200

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Surplus PP1	12.1	14 410	14 410
▪ Surplus PP2	12.2	9 356	72 021
▪ Surplus Service incendies	12.3	128 692	134 585
▪ Surplus boues fosses sceptiques	12.4	149 136	99 136
▪ Surplus eaux usées	12.5	13 400	13 400
▪ Surplus Camping	12.6	569 605	453 727
▪ Surplus matières résiduelles	12.7	58 240	103 240
▪ Surplus développement résidentiel	12.8	224 387	346 242
▪ Surplus divers	12.9	174 089	205 475
	13	1 341 315	1 442 236
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Budget 2025	14.1	6 924	
▪ Budget 2024	14.2		17 172
	15	6 924	17 172
	16	1 348 239	1 459 408

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	295 006	350 000
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		256 661
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	55 678	55 678
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	13 300	6 650
Autres			
▪	30.1		
	31	363 984	668 989
	32	363 984	668 989

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	()	()
	39	()	()
Assainissement des sites contaminés	40	()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	(232 226)	(241 554)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres			
▪	43.1	()	()
	44	(232 226)	(241 554)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	()	()
Utilisation du fonds de roulement	46	()	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	()	()
Utilisation du fonds de roulement	48	()	()
Autres			
▪	49.1	()	()
	50	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	()	()
Mesure relative à la COVID-19	52	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	()	()
Autres			
▪ Autre financement	55.1	(29 357)	(25 640)
	56	(29 357)	(25 640)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63	(261 583)	(267 194)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (	2 421 345)(	2 206 504)
	66	(2 421 345)	(2 206 504)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	34 598 183	32 815 020
Propriétés destinées à la revente	68	844 405	853 528
Prêts	69	390 914	437 524
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	35 833 502	34 106 072
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	35 833 502	34 106 072
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	12 193 388)(	11 169 317)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	114 470)(	70 728)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	2 161 992	2 090 108
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	25 641	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	10 120 225)(	9 149 937)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	10 120 225)(	9 149 937)
	83	25 713 277	24 956 135

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		1
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
REER			
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	53 931	36 793
Autres régimes	115		
	116	53 931	36 793

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3) Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	1 491	1 520
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	1 491	1 520

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 966 021	4 249 468	3 704 569
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	708 861	740 096	636 862
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	436 853	382 899	297 645
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	5 111 735	5 372 463	4 639 076
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	659 178	670 568	635 560
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	225 409	227 910	218 452
Matières résiduelles	15	461 606	469 334	421 805
Autres				
Autres	16.1	19 670	29 973	31 562
Centres d'urgence 9-1-1	17	22 000	23 452	21 201
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19	15 000	30 821	29 019
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 402 863	1 452 058	1 357 599
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 402 863	1 452 058	1 357 599
	27	6 514 598	6 824 521	5 996 675

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	2 308	2 474	2 291
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	65 306	63 403	58 723
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	152 272	144 745	134 062
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	219 886	210 622	195 076
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	3 614	4 179	3 348
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	3 614	4 179	3 348
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	27 673	28 306	20 918
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	27 673	28 306	20 918
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	12 092	10 188	9 436
	45	12 092	10 188	9 436
	46	263 265	253 295	228 778

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			30 733
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	199 376	219 026	253 223
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			2 990
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	20 839	52 716	21 061
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	20 000	14 758	9 735
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			72 403
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			3 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	3 100	5 095	5 095
Activités culturelles				11 310
Bibliothèques	84			
Autres	85	5 820	102 730	102 730
Réseau d'électricité	86			9 578
	87	249 135	394 325	394 325
				414 033

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			14 756
Sécurité civile	92			3 299
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	53 500	12 000	12 000
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	125 000	468 233	468 233
Réseau de distribution de l'eau potable	105			740 325
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107		360 961	360 961
Matériaux résiduelles				39 923
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matériaux recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			25 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	33 000		134 207
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	211 500	841 194	841 194
				957 510

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	189 023	188 677	188 677
Neutralité	131			121 272
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	150 000	176 866	176 866
Fonds de développement des territoires	134			158 731
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	200 902	200 902	200 902
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			60 100
Autres	138		15 366	15 366
	139	539 925	581 811	581 811
	140	1 000 560	1 817 330	1 817 330
TOTAL DES TRANSFERTS				340 103
				1 711 646

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143		452	437
	144		452	437
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151	2 500	2 500	2 500
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	2 500	2 500	2 500
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161		49 256	43 400
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169		49 256	43 400

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non auditée</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	2 500	2 500	52 208
				46 337

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186	5 000	7 896	6 044
Autres	187		336	264
	188	5 000	8 232	6 308
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193	10 000	11 076	12 168
	194	10 000	11 076	12 168
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	3 550	3 733	6 486
Enlèvement de la neige	196	4 152	4 754	
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199	6 850	6 850	6 850
Transport scolaire	200			
Autres	201		4 849	200
Autres	202		1 163	3 300
	203	14 552	21 349	16 836
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		(3 880)	
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206	8 900	17 232	10 120
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209	20 000	21 358	22 600
Autres	210	88 540	183 929	100 858
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	9 500	11 764	10 746
	214	126 940	224 991	144 324

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218	250	251	237
	219	250	251	237
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	7 733	7 733	
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	3 600	3 865	3 683
	224	3 600	11 598	3 683
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	32 300	42 771	37 947
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	6 500	11 104	8 710
Autres	227	549 425	602 788	595 333
	228	588 225	656 663	641 990
Réseau d'électricité	229			
	230	748 567	934 160	825 546
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	751 067	936 660	871 883

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	7 500	8 605	7 265
Droits de mutation immobilière	233	103 000	156 548	99 098
Droits sur les carrières et sablières	234	30 000		44 229
Autres	235	900	900	700
	236	140 500	166 053	151 292
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	4 000	7 306	5 694
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	37 100	73 644	67 841
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	11 554	11 554	2 996
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	178 325	178 325	63 825
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246	75 000	2 808	1 860
Autres contributions	247	2 500	8 300	2 000
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	65 000	15 516	18 264
	250	142 500	216 503	88 945
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	127 865	125 575		125 575	127 884	119 112
Greffé et application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	519 619	531 039		531 039	571 324	593 340
Évaluation	4	106 361	106 361		106 361	106 361	99 959
Gestion du personnel	5	5 700	4 676		4 676	4 676	5 118
Autres							
▪ Autres	6.1	281 720	319 666	19 916	339 582	339 582	325 908
	7	1 041 265	1 087 317	19 916	1 107 233	1 149 827	1 143 437
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	435 291	436 743		436 743	436 743	414 420
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9	230 439	244 180	39 674	283 854	283 854	274 762
Autres	10						
Sécurité civile	11	1 950	2 005	5 856	7 861	7 861	2 272
Autres	12						
	13	667 680	682 928	45 530	728 458	728 458	691 454
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	816 780	842 283	308 890	1 151 173	1 151 454	1 120 353
Enlèvement de la neige	15	536 134	461 410	50 328	511 738	511 738	475 240
Éclairage des rues	16	21 500	20 486	9 809	30 295	30 295	25 754
Circulation et stationnement	17	14 549	13 171	4 223	17 394	17 394	13 715
Transport collectif							
Transport en commun	18	17 500	17 000		17 000	17 000	24 208
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 406 463	1 354 350	373 250	1 727 600	1 727 881	1 659 270

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	677 317	624 795	196 319	821 114	821 114	793 169
Réseau de distribution de l'eau potable	24	117 972	112 876	448 936	561 812	561 812	563 756
Traitement des eaux usées	25	207 731	154 899	257 530	412 429	412 429	381 626
Réseaux d'égout	26	17 318	20 223	3 844	24 067	24 067	89 779
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	401 301	422 320	12 890	435 210	347 915	312 589
Élimination	28	188 326	161 002		161 002	240 038	331 454
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 700	35 661	12 890	48 551	48 551	11 898
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31		1 049	13 882	14 931	14 931	
Traitement	32	90 905	95 429		95 429	95 429	184 346
Matériaux secs	33	313 409	447 128	7 564	454 692	454 692	341 284
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	8 865	19 168		19 168	19 168	18 681
Protection de l'environnement	38	5 000	4 319		4 319	4 319	562
Autres	39						
	40	2 029 844	2 098 869	953 855	3 052 724	3 044 465	3 029 144
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	26 000	47 709		47 709	47 709	24 665
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	34 381	29 652	3 314	32 966	32 966	32 583
	45	60 381	77 361	3 314	80 675	80 675	57 248

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	304 183	302 251	93	302 344	302 344	246 385
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47	16 350	12 816		12 816	12 816	13 518
Autres biens	48	73 652	113 256	393	113 649	113 649	86 784
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	22 797	23 710	20 809	44 519	44 519	41 910
Tourisme	50	19 600	19 872		19 872	19 872	16 997
Autres	51						
Autres	52		132 212		132 212	132 212	6 995
	53	436 582	604 117	21 295	625 412	625 412	412 589
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	115 252	116 023	39 874	155 897	155 897	149 265
Patinoires intérieures et extérieures	55	60 573	76 117	36 210	112 327	112 327	88 909
Piscines, plages et ports de plaisance	56	317 459	314 031	91 618	405 649	405 649	373 325
Parcs et terrains de jeux	57	184 007	201 519	11 861	213 380	213 380	197 937
Parcs régionaux	58	82 132	81 995	19 027	101 022	101 022	161 932
Expositions et foires	59						
Autres	60	364 024	433 123	10 905	444 028	444 028	396 350
	61	1 123 447	1 222 808	209 495	1 432 303	1 432 303	1 367 718
Activités culturelles							
Centres communautaires	62			4 009	4 009	4 009	
Bibliothèques	63	58 647	58 180		58 180	58 180	60 010
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65	126 125	99 251	2 826	102 077	102 077	809
Autres	66	38 976	38 846		38 846	38 846	40 626
	67	223 748	196 277	6 835	203 112	203 112	101 445
	68	1 347 195	1 419 085	216 330	1 635 415	1 635 415	1 469 163

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	456 265	432 635		432 635	433 321	287 063
Autres frais	71						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	63 684	102 281		102 281	113 964	89 256
	74	519 949	534 916		534 916	547 285	376 319
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	1 414 385	1 633 490 (	1 633 490)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 442 617	1 442 617	655 305
Usines de traitement de l'eau potable	2	53 671	53 671	18 527
Usines et bassins d'épuration	3			371 235
Conduites d'égout	4	1 394 260	1 394 260	586 387
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 530	6 530	672 551
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	8 666	8 666	63 157
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			336 868
Autres infrastructures	11	4 052	4 052	3 443
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			35 285
Édifices communautaires et récréatifs	14	40 488	40 488	96 774
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	342 576	342 576	436 175
Ameublement et équipement de bureau	18	41 013	41 013	26 361
Machinerie, outillage et équipement divers	19	89 595	89 595	147 062
Terrains	20			3 808
Autres	21			
	22	3 423 468	3 423 468	3 452 938

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	565 188	565 188	162 475
Usines de traitement de l'eau potable	2	53 671	53 671	18 527
Usines et bassins d'épuration	3			371 235
Conduites d'égout	4	516 831	516 831	93 560
Autres infrastructures	5	9 516	9 516	1 076 019
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	877 429	877 429	492 830
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	877 429	877 429	492 827
Autres infrastructures	10	9 732	9 732	
Autres immobilisations corporelles	11	513 672	513 672	745 465
	12	3 423 468	3 423 468	3 452 938

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	256 661		256 661	
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	6 521 953	293 500	379 908	6 435 545
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 371 323	1 727 500	388 502	3 710 321
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 149 937	2 021 000	1 025 071	10 145 866
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 090 108	216 600	144 716	2 161 992
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	2 090 108	216 600	144 716	2 161 992
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	2 090 108	216 600	144 716	2 161 992
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 090 108	216 600	144 716	2 161 992
	19	11 240 045	2 237 600	1 169 787	12 307 858
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	11 240 045	2 237 600	1 169 787	12 307 858

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	12 285 100
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 421 345
Activités de fonctionnement à financer	3	3 717
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	2 161 992
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	12 548 170
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	22 758
Endettement net à long terme	14	12 570 928
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	12 570 928
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	12 570 928
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2	104 088	104 088	104 088	97 874
Autres	3	175 628	175 628	175 628	151 576
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	31 406	31 406	31 406	28 420
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	58 574	59 861	17 021	15 577
Cours d'eau	13	8 865	8 865	8 865	10 479
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	81 201	81 201	81 201	60 489
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	21 253	21 253	21 253	20 226
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	481 015	482 302	439 462	384 641

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	3 339 462	3 306 311
Frais de financement	4	84 006	144 244
Autres	5		
	6	3 423 468	3 450 555

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	1,70	40,00	3 510,00	133 812	34 437	168 249
Professionnels	2						
Cols blancs	3	6,80	35,00	12 392,00	479 455	65 063	544 518
Cols bleus	4	28,60	40,00	59 512,00	1 696 160	314 284	2 010 444
Policiers	5						
Pompiers	6	19,00	1,00	2 360,00	77 227	5 042	82 269
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	56,10		77 774,00	2 386 654	418 826	2 805 480
Élus	9	7,00			78 274	6 166	84 440
	10	63,10			2 464 928	424 992	2 889 920

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2		173 786	279 069		452 855
Réseau de distribution de l'eau potable	3	52 716				52 716
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		116 809	244 152		360 961
Autres	6	824 072	16 699	12 885	97 142	950 798
	7	876 788	307 294	536 106	97 142	1 817 330

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	56 444	46 125
	4	56 444	46 125
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	1 663	1 580
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	1 663	1 580
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	23 898	19 068
Enlèvement de la neige	12	23 898	19 068
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	47 796	38 136
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	26 097	28 018
Réseau de distribution de l'eau potable	18	269 906	148 479
Traitement des eaux usées	19	26 451	22 255
Réseaux d'égout	20	8 766	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	5 389	
Matières recyclables	22	5 389	
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	341 998	198 752
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	31 128	35 964
Rénovation urbaine	34	10 049	11 950
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	41 177	47 914
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	45 838	43 131
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	45 838	43 131
Réseau d'électricité			
	42		
	43	534 916	375 638

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Germain Pelletier	1.1	Maire	15 374	7 687		
Jean-Edmond Caouette	1.2	Conseiller	6 157	3 079		
Pascal Bernier	1.3	Conseiller	6 264	3 132		
Stéphane Poitras	1.4	Conseiller	6 144	3 072		
Serge Kirouac	1.5	Conseiller	6 104	3 052		
André Blanchet	1.6	Conseiller	5 550	2 775		
Simon Beaudoin	1.7	Conseiller	6 197	3 099		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 350 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 71 676 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☒ ☐
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 153 909 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 213 469 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 9 982 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 6 125 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 94 781 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 2 810 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 40 512 \$
 - Systèmes de drainage 76 15 561 \$
 - Abords de routes 77 16 442 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 186 213 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 399 682 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 228-10-2025

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-10-01

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 140-06-2020

b) Date d'adoption de la résolution 86 2020-06-01

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 302

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 193

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☒☐

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☐☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-11-11

Nom du signataire : Michel Pelletier

Fonction du signataire : Directeur général greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : 2025-11-13

Date et heure de la dernière modification : 2025-11-13 10:51

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	8 115 942	8 592 090	9 444 157	214 339	9 502 158
Investissement	2	957 510	261 500	851 155		851 155
	3	9 073 452	8 853 590	10 295 312	214 339	10 353 313
Charges	4	8 742 959	8 923 744	9 492 433	203 323	9 539 418
Excédent (déficit) lié aux activités	5	330 493	(70 154)	802 879	11 016	813 895
Moins : revenus d'investissement	6 (	957 510)(	261 500)(	851 155)(	) (	851 155)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(627 017)	(331 654)	(48 276)	11 016	(37 260)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 527 830	1 414 385	1 633 490	6 369	1 639 859
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	(200)		25 640		25 640
Remboursement de la dette à long terme	10 (	629 472)(	794 343)(	1 017 889)(	7 182)(	1 025 071)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	298 078)(	261 758)(	194 752)(	) (	194 752)
Excédent (déficit) accumulé	12	186 371	(26 630)	328 900	7 844	336 744
Autres éléments de conciliation	13	84 798		228 650		228 650
	14	871 249	331 654	1 004 039	7 031	1 011 070
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	244 232		955 763	18 047	973 810

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	214 196	1 603 853	1 710 115
Débiteurs	2	5 990 609	5 770 451	5 790 825
Prêts	3	437 524	390 914	390 914
Placements de portefeuille	4			
Autres	5			
	6	6 642 329	7 765 218	7 891 854
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	2 458 008	2 608 306	2 608 306
Créditeurs et charges à payer	9	1 047 954	1 877 538	1 895 914
Revenus reportés	10	280 138	383 788	383 788
Dette à long terme	11	11 139 377	12 170 630	12 193 388
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			270 655
	14	14 925 477	17 040 262	17 352 051
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(8 283 148)	(9 275 044)	(9 460 197)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	32 735 711	34 525 243	34 598 183
Autres	17	1 020 405	1 025 649	1 027 943
	18	33 756 116	35 550 892	35 626 126
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	687 121	1 358 156	1 423 357
Excédent de fonctionnement affecté	20	1 442 236	1 341 315	1 348 239
Réserves financières et fonds réservés	21	668 989	363 984	363 984
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	25 640)(	29 357)(	261 583)(
Financement des investissements en cours	23	(2 206 504)	(2 421 345)	(2 421 345)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	24 906 766	25 663 095	25 713 277
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	25 472 968	26 275 848	26 165 929

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Surplus PP1	1.1	14 410	14 410
▪ Surplus PP2	1.2	9 356	72 021
▪ Surplus Service incendies	1.3	128 692	134 585
▪ Surplus boues fosses sceptiques	1.4	149 136	99 136
▪ Surplus eaux usées	1.5	13 400	13 400
▪ Surplus Camping	1.6	569 605	453 727
▪ Surplus matières résiduelles	1.7	58 240	103 240
▪ Surplus développement résidentiel	1.8	224 387	346 242
▪ Surplus divers	1.9	174 089	205 475
	2	1 341 315	1 442 236
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	6 924	17 172
	4	1 348 239	1 459 408
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	295 006	350 000
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	55 678	312 339
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	13 300	6 650
Autres			
▪	14.1		
	15	363 984	668 989
	16	1 712 223	2 128 397

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	12 548 170
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	12 570 928
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		256 661
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	3 710 321	2 371 323
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	6 435 545	6 521 953
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 161 992	2 090 108
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	12 307 858	11 240 045

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	5 996 675	6 514 598	6 824 521	6 824 521
Compensations tenant lieu de taxes	13	228 778	263 265	253 295	253 295
Quotes-parts	14				
Transferts	15	754 136	789 060	976 136	976 136
Services rendus	16	826 598	751 067	936 660	991 780
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	156 986	144 500	173 359	173 359
Autres	18	152 769	129 600	280 186	283 067
	19	8 115 942	8 592 090	9 444 157	9 502 158
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	957 510	211 500	841 194	841 194
Autres	23		50 000	9 961	9 961
	24	957 510	261 500	851 155	851 155
	25	9 073 452	8 853 590	10 295 312	10 353 313

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	1 041 265	1 087 317	19 916	1 107 233	1 149 827	1 143 437
Sécurité publique							
Police	2	435 291	436 743		436 743	436 743	414 420
Sécurité incendie	3	230 439	244 180	39 674	283 854	283 854	274 762
Autres	4	1 950	2 005	5 856	7 861	7 861	2 272
Transport							
Réseau routier	5	1 388 963	1 337 350	373 250	1 710 600	1 710 881	1 635 062
Transport collectif	6	17 500	17 000		17 000	17 000	24 208
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 020 338	912 793	906 629	1 819 422	1 819 422	1 828 330
Matières résiduelles	9	995 641	1 162 589	47 226	1 209 815	1 201 556	1 181 571
Autres	10	13 865	23 487		23 487	23 487	19 243
Santé et bien-être	11	60 381	77 361	3 314	80 675	80 675	57 248
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	304 183	302 251	93	302 344	302 344	246 385
Promotion et développement économique	13	42 397	43 582	20 809	64 391	64 391	58 907
Autres	14	90 002	258 284	393	258 677	258 677	107 297
Loisirs et culture	15	1 347 195	1 419 085	216 330	1 635 415	1 635 415	1 469 163
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	519 949	534 916		534 916	547 285	376 319
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	7 509 359	7 858 943	1 633 490	9 492 433	9 539 418	8 838 624
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 414 385	1 633 490 (	1 633 490)			
	21	8 923 744	9 492 433		9 492 433	9 539 418	8 838 624

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	957 510	851 155		851 155
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	3 450 555)(	3 423 468)(	) (	3 423 468)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	81 454)(	172 470)(	) (	172 470)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 466 538	1 995 360		1 995 360
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	298 078	194 752		194 752
Excédent accumulé	6	510 737	339 831		339 831
	7	(256 656)	(1 065 995)		(1 065 995)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	700 854	(214 840)		(214 840)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14